

Droit, économie, gestion, mention Economie et Gestion Publiques (EGP), spécialité économie publique et finance publique

RNCP11398 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	122b, 122, 120g
Code(s) ROME	M1403, K2401, K1401, K1404
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Université Rennes I

<http://www.univ-rennes1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat

Les pouvoirs publics (Etat, collectivités territoriales, organisations publiques ou privées financées sur fonds publics) sont conduits à mener une réflexion en profondeur sur leur stratégie économique en matière d'offre de biens et services publics. Cette tendance est renforcée par la Loi Organique relative aux Lois de Finance récemment mise en place et par le droit à l'expérimentation reconnu aux collectivités locales. Ce droit à l'expérimentation s'exprime par une tendance des pouvoirs publics nationaux à s'inspirer des expériences extra-nationales pour mieux définir leurs politiques.

Les pouvoirs publics expriment ainsi aujourd'hui

- des besoins d'analyses prospectives tournées vers les enjeux de long terme
- des besoins de partage des expériences avec une dimension internationale importante

Le diplômé de la spécialité « Economie Publique et Finance Publique » du Master Economie et Gestion Publiques (EGP) présente les compétences permettant aux pouvoirs publics de satisfaire ces besoins : maîtrise de l'analyse économique publique et ouverture internationale.

Le diplômé inscrit son action dans deux axes :

Axe 1 : Elaboration de la prospective pour accompagner la définition à long terme des politiques publiques

- Identification des enjeux de long terme des politiques publiques, en lien avec les évolutions institutionnelles, techniques, démographiques de l'environnement.
- Veille prospective visant notamment les expériences extranationales en matière de politiques publiques.
- Constitution ou collecte des données quantitatives et qualitatives sur lesquelles appuyer l'analyse prospective.
- Mise en place et animation d'observatoires économiques.
- Mise en place d'expérimentations ou de simulations de nouvelles politiques publiques pour en appréhender l'incidence et l'adéquation avec les objectifs fixés par les décideurs publics.
- Construction et utilisation d'outils de prévisions.
- Pilotage et commande d'études dans le cas d'une externalisation de l'analyse prospective.

Axe 2 : Soutien à la décision publique, promotion et diffusion des résultats de l'analyse prospective auprès des décideurs, des milieux professionnels et du public :

- Assistance et conseil auprès des élus et des instances décisionnelles.
- Formalisation de rapports d'aide à la décision.
- Restitution, diffusion et promotion des résultats d'analyse prospective.
- Développement et animation des partenariats et des réseaux professionnels

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences ou capacités attestées

Compétences ou capacités techniques :

- Maîtrise de l'analyse des phénomènes économiques (modélisation, études quantitatives ...).
- Maîtrise des outils de traitement des données, y compris de logiciels statistiques avancés.
- Capacité à appréhender le contexte économique, social, politique des décisions publiques.
- Capacité à s'inspirer des expériences extranationales, notamment européennes, en matière de politiques publiques et à appréhender leur transposabilité au contexte national ou local.
- Forte capacité rédactionnelle et bonne maîtrise de l'expression orale pour restituer les résultats de travaux techniques de prospective.
- Capacité à apprécier la portée mais aussi les limites de l'analyse développée.

Compétences ou capacités organisationnelles :

- Autonomie dans l'organisation des moyens nécessaires aux études prospectives décidées selon un programme négocié avec les décideurs publics.
- Ouverture internationale, nécessitant une bonne maîtrise orale et écrite de l'anglais et des connaissances dans au moins une autre langue étrangère.
- Capacité d'innovation et de prise de recul.
- Aptitude à la synthèse et à la communication.
- Capacité à mettre en place et gérer des réseaux de professionnels, à travailler en équipe.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteurs d'activité

Les organisations qui accueillent les professionnels issus de la spécialité du master sont

- Des institutions rattachées aux collectivités territoriales (Conseils Economiques et Sociaux...) ou à l'Etat (Centre d'Analyse Stratégique, Direction de la Prévision du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie) en charge de la prospective.
- Des organisations publiques ou privées, financées sur fonds publics, en charge de la prospective ou de la mise en œuvre de politiques publiques ciblées (ADEME...)
- Des Etablissements Publics à caractère Scientifique et Technique (CNRS, INRA, CEMAGREF, INRETS...)
- L'Université, s'ils sont enseignants-chercheurs

Les professionnels issus de la spécialité du master travaillent

- Comme cadres de catégorie A de la fonction publique recrutés, soit par concours, soit par voie contractuelle.
- Comme personnel scientifique, titulaire ou non d'un doctorat.
- Comme universitaires (enseignants-chercheurs), sous réserve d'obtenir un doctorat et de passer les concours correspondants.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Emplois

Ces jeunes professionnels ont accès à des emplois de type :

- Chargé de la prospective
- Chargé d'analyses et de développement
- Chargé de planification
- Chargé de recherche
- Economiste
- Enseignant-chercheur

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 535 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	3 321
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	7 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X93 — Chargés d'études socio-économiques N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury d'universitaires impliqués dans la formation

COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition du jury votée par l'Université

ACCESSIBLE EN OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://www.eco.univ-rennes1.fr/>

<http://soie.univ-rennes1.fr/>

Université Rennes 1

Faculté des sciences économiques

Service Orientation Insertion Entreprise

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/11398/>